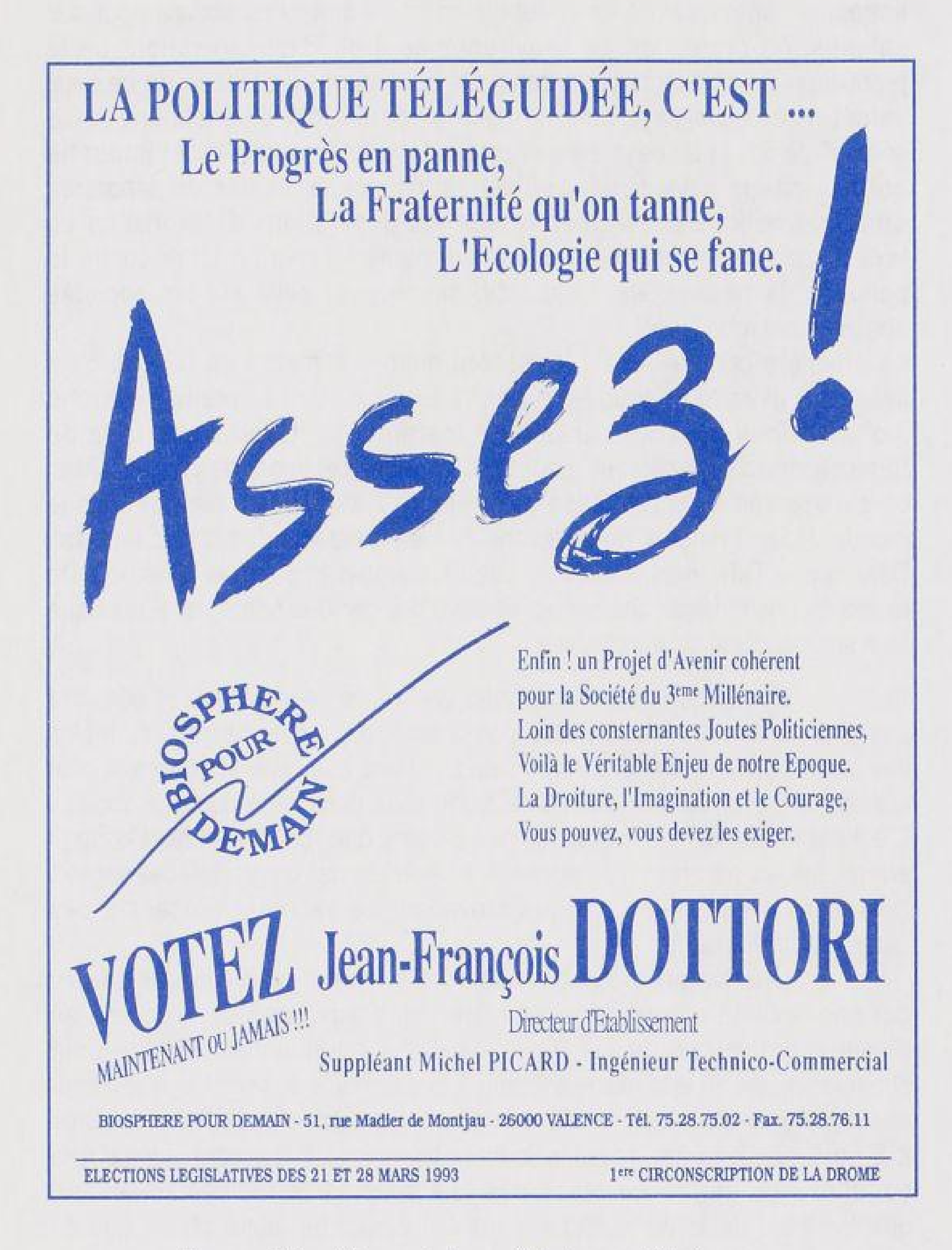
ELECTIONS LEGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1993 1ère CIRCONSCRIPTION de la DROME

BIOSPHÈRE POUR DEMAIN



L'humanité est à un stade capital de son histoire car...

* l'initiative individuelle est inexorablement exclue du système de production et des services par le progrès technologique mal maîtrisé.

* le manque de coordination entre les nations dans leurs échanges politiques et commerciaux les entraîne dans la spirale du repli sur soi, du protectionnisme et du nationalisme outrancier. L'Histoire montre que chaque fois qu'on a laissé se développer ce type de situation la sanction en a été identique : régression économique et morale, chômage, guerre...

* l'exploitation effrénée des ressources de la planète compromet gravement son avenir.

Il est devenu impératif d'adopter de nouveaux idéaux de progrès et d'appliquer universellement des lois valables pour tous permettant à chaque pays de progresser sereinement. Rien d'important ne peut se décider uniquement à l'intérieur de nos frontières et de profondes réformes sont à appliquer très rapidement. Elles doivent impérativement être guidées par un esprit différent de celui qui domine actuellement.

Ces évidences sont :
Comprises par le bon sens populaire...
Développées par des études sérieuses...
Mais, ignorées par le monde politique.

Ce dernier croit préserver la quiétude de la population et le bonheur du citoyen en éludant les problèmes de fond. La situation actuelle prouve qu'il se trompe. Il est encore dans l'erreur quand il considère nos contemporains comme des "demeurés" incapables de comprendre que nous vivons une époque exceptionnelle.

Elle peut être catastrophique si nous ne voulons pas voir la réalité en face et continuons à subir des évènements faussés par l'ignorance, le calcul et la mauvaise foi.

Elle peut-être enrichissante et passionnante si les hommes de ce temps ont des idéaux de valeur et s'ils s'activent pour améliorer la société.

La France avec l'Allemagne et l'Europe ont la tradition, les atouts et le devoir d'être les initiateurs de cette démarche d'avenir. C'est là le véritable enjeu de notre époque et donc de ces élections. Le collectivisme a montré ses limites. Un capitalisme ne sachant pas maîtriser ses excès connaîtrait le même sort. Dans un temps aussi court, mais avec des conséquences plus graves encore ; le monde serait alors entraîné dans le chaos. Il n'y a, pour l'instant aucune autre issue de secours.

Il faut trouver les solutions de trois grands types de problèmes :

* - Le travail et la revitalisation saine de l'économie.

* - La paix mondiale et le progrès des pays du sud pour rendre l'immigration économique sans objet.

* - Etablir rapidement les règles d'un développement durable en harmonie avec les limites de la planète terre (la biosphère).

Tout cela doit partir d'un principe simple :
Placer l'être humain au centre de ses préoccupations.

Notre engagement est le fruit de ces réflexions. Nous voulons faire naître de nouveaux réflexes résumés par trois mots : droiture, imagination et courage.

Chacun doit être prêt à abandonner quelques avantages particuliers si tout le monde en fait de même, et si véritablement, l'intérêt général devient le credo des hommes politiques. Parler des droits de l'homme est bien ; mais, parler des responsabilités de l'homme est autrement plus urgent en 1993. Il est inutile de créer un mouvement politique supplémentaire. Il est bien plus important de cultiver un autre esprit. C'est notre devoir de citoyen responsable. MONTESQUIEU dans "L'esprit des lois" a bien résumé la façon dont nous devons travailler aujourd'hui :

"Si je savais quelque chose qui me fût utile, et qui fût préjudiciable à ma famille, je le rejetterais de mon esprit.

Si je savais quelque chose utile à ma famille qui ne le fût point à ma patrie, je chercherais à l'oublier.

Si je savais quelque chose d'utile à ma patrie et qui fût préjudiciable au genre humain, je le regarderais comme un crime".

Voila comment cette réforme doit être menée. Limités par la place, nous allons tenter de vous résumer du mieux possible notre programme. Vous verrez que nous avons, non seulement des idées originales et réalistes, mais que, nous nous investissons aussi dans des actions concrètes.

Il est important de préserver nos acquis sociaux, mais, la seule solution valable à long terme, c'est d'entraîner dans le voie du progrès les pays qui ne sont pas à notre niveau social. Pour cela, il faut réfuter les arguments sur la concurrence internationale qui incitent à accepter, sans rien faire, la dégradation de la situation. Nous proposons des solutions : elles utilisent la fraternité comme moteur !

1) TRAVAIL, REVITALISATION SAINE DE L'ECONOMIE ET AGRICULTURE.

La société ne doit pas accepter qu'un seul de ses membres perde sa dignité, et soit sans ressources et sans domicile à cause du manque de travail. Aucune aide ne devrait être accordée sans un travail effectué pour la collectivité, ou dans le cadre précis d'une insertion dans un nouveau domaine d'activité. Il est capital, avant toute spéculation sur le partage, ou la baisse du temps de travail, d'établir les conditions pour le plein emploi.

A) Il faut complètement modifier le schéma actuel en DEFISCALISANT LE TRAVAIL. Seul le bénéfice réalisé doit permettre de fixer le montant des charges patronales et des impôts (actuellement les charges sociales sont payées sur les salaires). L'impôt peut devenir ainsi un facteur dynamisant de l'activité et non un frein comme c'est le cas actuellement. Quand l'impôt est plus léger quand la gestion de l'entreprise est bonne, et que la marge bénéficiaire est raisonnable, l'impôt est personnalisé.
C'est plus juste et plus efficace.

Les impôts que nous proposons n'ont pas comme unique fonction d'alimenter les caisses de l'état. Ils doivent encourager celui qui travaille plus avec une marge bénéficiaire faible et beaucoup de personnel par rapport à celui qui travaille peu avec une marge bénéficiaire forte et peu de personnel. Dans cet esprit, on peut affirmer que la TVA est un mauvais impôt. Il ne soulage pas le plus faible et ne sait pas se rattraper

Sciences Po / fonds CEVIPOF

équitablement sur le plus fort. L. Wagner a imaginé une simplification de la fiscalité basée sur ces principes, elle dynamisera l'activité et favorisera le plein emploi. Un recueil de 175 pages est à la disposition de ceux qui voudraient plus de détails sur ce sujet.

B) Contrairement au fatalisme de la classe politique, nous ne devons plus accepter de manière passive la dictature des machines. Déjà, des robots peuvent remplacer les maçons pour construire les maisons ! L'homme ne doit pas être l'esclave des machines mais le contraire. Si la mécanisation remet en cause les fondements de notre société, c'est une lutte sans merci contre la robotisation excessive qu'il faudra mener. C'est un combat d'arrière-garde pour les technocrates ; il est d'avant-garde pour les humanistes. Les outils : favoriser auprès de la clientèle, les entreprises "humanisées" ; la fiscalité (déjà vue) ; et une taxe spéciale (voir plus loin). Assister l'homme oui, le remplacer, non !

C) Notre programme CITAGRI est une action sur le terrain que nous menons avec l'aide de l'Université d'Avignon. Son but est

1) d'inverser la logique de la désertification rurale,

2) de sauver TOUTES les petites exploitations agricoles menacées de fermeture,

3) d'être un espoir pour tous les chômeurs intéressés par le retour à la terre,

4) de responsabiliser les citadins et éviter qu'ils ne se coupent de la campagne, des paysans, et laissent leur environnement en friches. L'idée de base est que dix familles citadines établissent des liens personnels avec une famille à la campagne et lui permettent de vivre normalement. C'est ainsi un formidable élan de fraternité entre les français qui est en train de naître. Ecrivez-nous pour y participer !

2) PAIX, SÉCURITÉ, PROGRÉS DES PAYS DU SUD ET IMMIGRATION.

Le "nouvel ordre mondial" s'enlise pour une raison bien simple : rien n'est ordonné. Les actions de paix obéissent trop souvent à des préoccupations mercantiles ou médiatiques à court terme. La concurrence entre les pays riches privilégie les pouvoirs des pays pauvres qui utilisent la force, au mépris des intérêts de la population et du progrès. Les droits d'ingérence humanitaire, économique ou autres, la diplomatie, les alliances ou les traités sont des expédients. Ils montrent leurs limites tous les jours. La guerre n'est pas une tare de genre humain ; elle est la conséquence d'une autre maladie qui est la souveraineté nationale illimitée. Le pacte "Nation du Monde" que nous proposons est une vaccination contre les guerrres relativement facile à mettre en place... s'il y a une volonté populaire qui s'impose à la logique politicienne. Il permettra, entre autre, de limiter, puis d'arrêter, les migrations massives de population qui sont source de problèmes graves.

Par le PACTE "NATION DU MONDE" *(résumé)*

Le pays signataire s'engage à :

- Instaurer un dialogue démocratique immédiat entre toutes les composantes de sa population, organiser des élections législatives dans les 6 mois et présidentielles, dans un délai de 5 ans maximum.

- Respecter tous les accords concernant principalement : les Droits de l'Homme, les limitations de la natalité, l'éducation, la démilitarisation et le respect de l'environnement.

- Réduire son budget militaire à zéro.

La Communauté internationale s'engage en contrepartie à :

- Légitimer, pour une durée maximum de 5 ans, le gouvernement ayant signé l'accord. Il bénéficiera d'une majorité de principe dans les assemblées élues.

- Garantir l'intégrité du pays face à tout agresseur extérieur.

- Prendre en charge la totalité du budget militaire du pays. La communauté internationale pourra utiliser le personnel comme bon lui semble suivant ses besoins immédiats ou, ses objectifs à long terme (intervention militaire, ou travaux d'utilité publique comme construction, éducation... et ce dans n'importe quel pays).

3) POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILISATION DE L'INDIVIDU.

A) De graves déséquilibres sont en train de miner la vie sociale et économique de la planète avec la délocalisation d'usines. C'est une prime à la sous protection sociale, à l'exportation des pollutions et la dégradation de l'environnement. Des produits commercialisés sur le marché international profitent de disparités injustes pour s'imposer. Il est important de trouver un élément compensateur dans 3 domaines.

* 1) l'utilisation de main d'œuvre.

* 2) la protection sociale.

* 3) la protection de l'environnement.

Pourquoi ne pas établir un barème qui classera chaque pays (ou entreprise) par rapport à un statut minimum de protection sociale pour ses salariés, de protection de l'environnement et "d'humanisation" de la production ? Les exportations des pays qui seront en dessous de ce seuil seront taxées. Un pays près de ce seuil paiera par exemple une "taxe sociale" de 5% et un pays éloigné paiera 15%. **Le produit de cet impôt ne quittera pas le pays et sera investi, sur place, pour des dispensaires ou autres actions sociales en faveur des populations défavorisées.** La taxe écologique fonctionnant de même manière servira à lutter contre la pollution, la déforestation etc... De même pour celle sur les sociétés abusivement robotisées.

La première critique sera : "c'est trop difficile à mettre en œuvre, c'est irréaliste, avec la concurrence etc. "L'Europe étant le premier marché mondial nous pourrions très bien instaurer cette nouvelle idée de "protectionnisme planétaire", pour faire accepter cet impôt de progrès. Ainsi on participerait à l'amélioration de la vie de l'être humain partout dans le monde. Nous, Français, nous devons être les initiateurs du progrès mondial. Défendre le Taïwanais, c'est défendre l'Auvergnat et donc le Drômois ! De toutes façons puisque chacun est en train d'ériger des barrières, autant que cela soit pour une cause d'avenir.

B) Chaque citoyen doit faire preuve de sens civique et admettre que le prochain train de réformes doit donner, à chaque français, au moins une bonne raison... d'être contre. Cela signifiera que l'intérêt général à bien été défendu et que, finalement, il fera bon vivre dans cette nouvelle société. C'est par référendum à la majorité des 3/5ème que l'on devrait faire adopter en totalité les réformes indispensables décidées par un groupe de "sages". Ainsi seront évités les blocages provenant de minorités placées à des positions stratégiques.

Les hommes politiques sont les premiers concernés. Ils doivent donner l'exemple pour redevenir crédibles aux yeux de l'opinion en diminuant leur train de vie. Tous les partis devraient s'entendre pour diminuer de moitié leur représentation à la prochaine assemblée, supprimer des ministères etc... etc... Il faut harmoniser les dates d'élections et la durée à 5 ou 6 ans pour un travail efficace... L'amnistie ? d'accord... mais à la conditons de mettre ne place des lois simples et radicales excluant difinitivement de la vie publique ceux qui auront fait autre chose que de défendre l'interêt général.

Des "dinosaures" bloquent dans tous les partis l'émergence de forces neuves. A l'opposé, un mandat unique peut priver le pays, ou un mouvement, de personnalités exceptionnelles. Pourquoi ne pas mettre en place le système suivant : L'élu qui souhaite rester à son poste doit réunir l'approbation de 3/5ème des votants, sinon, une élection normale est organisée, mais, sans le sortant.

On demande aux jeunes d'affronter dès la prime adolescence des situations difficiles : drogue, chômage des parents, scolarité non adaptée, avenir incertain, sans leur donner la possibilité de construire leur avenir. Il faut leur donner un rôle actif à la jeunesse. Abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans pour certains référendums (éducation, écologie...) et l'éligibilité à 18 ans (contre 23 actuellement). Quota de jeunes dans les conseils municipaux. Accorder plus tôt de nombreuses autres possibilités réservées seulement aux plus de 18 ans. C'est une bonne manière de faire prendre conscience à la jeunesse de ses responsabilités dans la société.

Vous savez qu'avec l'inertie politicienne vous aurez doit à ...
la paix... tant qu'il y aura du Yougoslave à massacrer,
du pain... tant qu'il y aura du chômeur indemnisé,
un bain... tant qu'il y aura du phoque à mazouter.
à après ?... subir ce n'est pas gouverner.

Il est urgent que notre classe politique sorte de son conformisme stérile et donne ce qu'elle a de meilleur. Elle a besoin d'être vivifiée, c'est à vous de jouer, de voter.

Vous avez une occasion, il n'y en aura certainement pas deux.

NB : Nous manquons de place pour exposer en détail toutes nos propositions. Vous pouvez réclamer une documentation complémentaire à l'adresse suivante : BIOSPHERE POUR DEMAIN - J.F. DOTTORI, 51 rue Madier de Montjau - 26000 VALENCE. Tél. 75.28.75.02 - Fax : 75.28.76.11 - (Joindre une grande enveloppe timbrée à 4.20 F.).

Imp. Couston Vaison R.C. 74 B 8

Sciences Po / fonds CEVIPOF